

Arrêté du 23 juin 1997 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1996 fixant pour l'année 1997 les prélèvements totaux autorisés de captures dans la sous-division 3 PS de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest

NOR : AGRM9701211A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Vu l'accord du 27 mars 1972 relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche ;
Vu le procès-verbal d'application de l'accord susvisé, conclu le 2 décembre 1994 ;
Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
Vu le décret du 19 mars 1987 modifié fixant les mesures de gestion et de conservation des ressources halieutiques dans les eaux territoriales et la zone économique au large des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu l'arrêté du 20 mars 1987 modifié pris en application du décret du 19 mars 1987 modifié fixant les mesures de gestion et de conservation des ressources halieutiques dans les eaux territoriales de la zone économique au large des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu l'arrêté du 17 décembre 1996 fixant pour l'année 1997 les prélèvements totaux autorisés de captures dans la sous-division 3 PS de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO) ;
Vu l'avis formulé par l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer),

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'article 2-1 de l'arrêté du 17 décembre 1996 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 2-1. – Dans les eaux sous souveraineté ou juridiction française de la sous-division 3 PS de l'OPANO, les taux admissibles de captures (TAC) suivants sont fixés pour l'année 1997 :

« – crabe des neiges : 400 tonnes ;

« – lompe : 400 tonnes.

« Le TAC de crabe des neiges s'applique à la seule zone 2 prévu à l'article 13 de l'arrêté du 20 mars 1987 susvisé. »

Art. 2. – Le préfet représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et le chef du quartier des

affaires maritimes de Saint-Pierre-et-Miquelon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juin 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des pêches maritimes et des cultures marines :
Le directeur adjoint,
B. BOYER

**Arrêté du 27 juin 1997
portant délégation de signature**

NOR : AGRU9701207A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;
Vu le décret du 2 juin 1997 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret du 4 juin 1997 relatif à la composition du Gouvernement ;
Vu l'arrêté du 27 juin 1997 portant nomination au cabinet du ministre,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à M. Christophe Clergeau, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture et de la pêche, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, en ce qui concerne les affaires pour lesquelles délégation n'a pas été donnée aux personnes mentionnées au 2° de l'article 1^{er} du décret du 23 janvier 1947 modifié susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1997.

LOUIS LE PENSEC

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 17 juin 1997 accordant la délégation prévue à l'article 17 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

NOR : MJSK9770064A

Le ministre de la jeunesse et des sports,
Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
Vu le décret n° 85-238 du 13 février 1985 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation prévue à l'article 17 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
Vu le décret n° 89-260 du 21 avril 1989 modifiant le décret n° 85-238 du 13 février 1985 fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation prévue à l'article 17 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
Vu l'avis du Comité national olympique et sportif français en date du 29 mai 1997,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La délégation prévue à l'article 17 de la loi du 16 juillet 1984 susvisée est accordée, à compter du 1^{er} janvier 1997 et jusqu'au 31 décembre 2000, aux fédérations sportives désignées ci-après pour la pratique de la discipline sportive ou des disciplines connexes indiquées ;

Fédération française de baseball, softball et cricket : baseball, softball et cricket ;

Fédération française de football : football, football en salle (futsal) ;

Fédération française de gymnastique : gymnastique artistique, gymnastique rythmique et sportive, expression gymnique et disciplines associées, aérobic ;

Fédération française de judo : judo, jujitsu, kendo, iaido, naginata, jodo, sumo, sport chanbara, taïso, arts martiaux vietnamiens : viet-vodao ;

Fédération française de surf : surf ;

Fédération française de tennis de table : tennis de table ;

Fédération française de traîneau et pulka : sports de traîneau, cross canins, ski-pulka ;

Fédération française de trampoline et sports acrobatiques : trampoline, double mini-tramp, acrosport, tumbling ;

Fédération française de twirling-bâton : twirling-bâton.

Art. 2. – Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1997.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
P. VIAUX